



Le 10 mars 2021

Manifeste pour la vérité

Le 3 mars 2021 SFR a annoncé supprimer 1700 postes sur le périmètre Télécom sur la base d'une construction artificielle et inacceptable de « nouvelles » orientations stratégiques.

Sans laisser le temps de la compréhension et de l'acceptation, la Direction veut se sécuriser dans la mise en œuvre de son projet en impliquant faussement les Organisations Syndicales.

Ainsi, par le présent manifeste les Organisations Syndicales Représentatives de SFR entendent faire connaître leur opposition à une négociation ouverte sur la base d'un tissu de mensonges travestissant la réalité économique de SFR. Cette négociation n'est d'ailleurs uniquement fondée que sur une opération de communication maîtrisée qui profite de l'absence des salariés sur les sites en raison du télétravail et du chômage partiel.

A ce titre, les Organisations Syndicales Représentatives regrettent que les demandes d'ouverture du dialogue social au sein de l'entreprise, sur lesquelles Monsieur Drahi a indiqué par écrit être sensible, ne se caractérisent que par une invitation à la discussion d'un « accord de méthode » pour encadrer la procédure permettant la réduction de près de 20% des effectifs du Pôle Télécom !

Cette invitation à la négociation d'une réduction des effectifs est faite alors que justement les excellents chiffres de la période, au contraire des autres entreprises françaises, auraient dû conduire SFR à organiser une discussion autour d'un partage des résultats.

On ne peut pas ainsi demander aux syndicats de s'associer à une chasse de 1700 salariés en place cette année pour les remplacer, selon les éléments de langage de la Direction, par 1000 jeunes d'ici 2025, même si l'embauche de jeunes est une nécessité.

Sur ces bases tronquées, antiéconomiques et antisociales, les Organisations Syndicales Représentatives les plus sensibles à l'intérêt de l'entreprise ne pourront en aucun cas s'associer à la destruction de ces 1700 emplois.

Les Organisations Syndicales Représentatives appellent à une véritable table ronde, par l'intermédiaire de leur Confédération ou Union, avec l'Etat, pour analyser, dans leur filière, l'évolution des modèles des opérateurs télécom.

Il serait, en effet, particulièrement intolérable que dans un secteur préservé par la crise, les pouvoirs publics puissent faire preuve d'un « *turbulent silence* », face à des suppressions d'emplois qui vont peser sur les comptes sociaux de la Nation, alors que l'entreprise est prospère.

Les Organisations Syndicales Représentatives de SFR sont prêtes, comme toujours, à discuter d'une nouvelle définition de la stratégie, de la mise en place de véritables mobilités professionnelles, mais refuseront d'être l'instrument d'un scandale social, économique et financier.

Contact CFDT : Xavier COURTILLAT (06.09.11.39.26)

Contact CFTC : Francky TABUTEAU (06.79.66.25.58)

Contact UNSA : Abdelkader CHOUKRANE (06.28.09.89.40)